

Art. 6. In het belang van de wilde fauna en flora alsook van de instandhouding van de natuurlijke habitats van het reservaat kan de Inspecteur-generaal van het Departement Natuur en Bossen toestaan om van de verboden van artikel 11 van de wet van 12 juli 1973 af te wijken in het kader van wetenschappelijke onderzoeken en opvolgingen en na advies van de afdeling natuur van de beleidsgroep “Landelijke Aangelegenheden” van de “Conseil économique et social de Wallonie” (Waalse Sociaal-Economische Raad).

Art. 7. De erkenning is geldig tot 3 mei 2029.

Art. 8. De Minister van Natuur is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 25 april 2019.

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme,

Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/203626]

27 MAI 2019. — Arrêté ministériel visant à établir les principes de hiérarchisation des bouquets de travaux dans un audit logement

Les Ministres de l’Energie et du Logement,

Vu le décret-programme du 18 décembre 2003 portant diverses mesures en matière de fiscalité régionale, de trésorerie et de dette, d’organisation des marchés de l’énergie, d’environnement, d’agriculture, de pouvoirs locaux et subordonnés, de patrimoine et de logement et de la fonction publique, l’articles 36 bis;

Vu l’arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 relatif à l’audit logement, l’article 5, § 1^{er}, alinéa 2;

Vu l’avis de l’Inspecteur des Finances, donné le 25 avril 2019;

Vu l’avis du Ministre du Budget, donné le 24 mai 2019;

Vu le rapport du 17 mai 2019 établi conformément à l’article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l’ensemble des politiques régionales;

Vu la demande d’avis dans un délai de 30 jours adressée au Conseil d’Etat le 25 avril 2019 en application de l’article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d’Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l’absence de communication de l’avis dans ce délai;

Vu l’article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d’Etat, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrêtent :

Article 1^{er}. Pour l’application du présent arrêté, l’on entend par :

1^o les besoins net en énergie : l’énergie que les systèmes de chauffage ou de refroidissement doivent fournir à l’intérieur des espaces chauffés pour maintenir une température intérieure définie, en tenant compte des déperditions thermiques par transmission et par ventilation ainsi que des gains solaires et internes;

2^o le niveau K : le niveau d’isolation thermique globale, calculé conformément à la réglementation en vigueur lors de la date de l’accusé de réception de la dernière demande de permis d’urbanisme; à défaut de réglementation existante à cette date, le niveau K est calculé suivant la réglementation en vigueur douze mois avant la date de la facture finale;

3^o les systèmes : les systèmes de production de chaleur, d’eau chaude sanitaire et de ventilation hygiénique.

4^o l’arrêté prime : l’arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 instaurant un régime de primes pour la réalisation d’un audit, de ses rapports de suivi des travaux et des investissements économiseurs d’énergie et de rénovation d’un logement

Art. 2. Lors de la réalisation de l’audit, l’auditeur compose et hiérarchise les bouquets de travaux en poursuivant les objectifs :

1^o d’une performance énergétique globale maximale au regard de la faisabilité technique des travaux;

2^o d’une cohérence globale de la rénovation du logement ou du logement en devenir au regard du déroulement de la mise en œuvre des travaux;

3^o du regroupement, au sein d’un même bouquet de travaux, des travaux relatifs à la rénovation et à l’amélioration de la performance énergétique du logement ou du logement en devenir qui ont le même objet afin de respecter les exigences telles que fixées par l’arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments.

Art. 3. § 1^{er}. En application de l’article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5^o, de l’arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 relatif à l’audit logement, les bouquets de travaux sont établis par l’auditeur en respectant le contenu et la hiérarchie suivante :

1^o le premier bouquet de travaux est composé au minimum :

a) des travaux obligatoires permettant de respecter les exigences visées à l’article 3, §§ 1^{er} et 3, de l’arrêté ministériel du 27 mai 2019 portant exécution de l’arrêté prime lorsque :

(1) le propriétaire n’est pas en mesure de présenter les attestations de conformité de l’installation gaz en vertu des réglementations en vigueur;

(2) le propriétaire n’est pas en mesure de présenter les attestations de conformité de l’installation électrique en vertu des réglementations en vigueur;

(3) une contamination avérée ou fortement suspectée par la mэрule ou autre champignon aux effets analogues est présente;

(4) un défaut majeur de circulation au niveau des sols est présent;

(5) un défaut de stabilité majeur est présent;

(6) un défaut majeur d'infiltration d'eau au niveau de la toiture est présent.

b) des travaux d'amélioration de la performance énergétique liés aux travaux visés au point *a)* lorsque leur réalisation simultanée respecte l'article 2.

2° sans préjudice de l'article 2, les autres bouquets de recommandations sont hiérarchisés entre eux en respectant l'ordre suivant :

a) lorsqu'ils visent des défauts majeurs d'étanchéité, les travaux visés aux 4° et 9° de l'annexe de l'arrêté prime, non nécessaires au respect des exigences visées à l'article 3, §§ 1^{er} et 3, de l'arrêté ministériel du 24 mai 2019 portant exécution de l'arrêté prime;

b) les travaux ayant pour objectif la diminution des besoins nets en énergie;

c) les travaux ayant pour objectif le respect des prescriptions de ventilation hygiénique de l'annexe C2 et, le cas échéant, de l'annexe C3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments, et ce, au plus tard lorsque le logement ou le logement en devenir atteint un niveau d'isolation thermique globale K inférieur ou égal à quarante-cinq;

d) les travaux ayant pour objectif l'amélioration de la performance des systèmes;

e) les travaux ayant pour objectif le recours aux énergies renouvelables;

f) les travaux relatifs à la rénovation visant à solutionner les défauts autres que ceux visés au 1°, *a)*, et au 2°, *a)*, lorsque ces derniers n'ont pas été traités concomitamment à des travaux visant à l'amélioration de la performance énergétique.

Pour ce qui concerne l'alinéa 1^{er}, 1°, le premier bouquet de travaux peut le cas échéant être complété par des travaux qui respectent l'ordre visé à l'alinéa 1^{er}, 2°.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, 1°, *a)* et sans préjudice de l'article 2, lorsqu'à la date de l'enregistrement du rapport d'audit par l'auditeur, le logement n'est pas occupé, les travaux nécessaires afin de rencontrer les exigences visées à l'article 3, § 1^{er}, 1° et 2°, de l'arrêté ministériel du 24 mai 2019 portant exécution de l'arrêté prime peuvent être intégrés dans un bouquet ultérieur.

Par dérogation au paragraphe 1^{er}, 2° *d)*, les travaux visés aux 13° et 14° de l'annexe de l'arrêté prime peuvent être recommandés dans un bouquet antérieur.

Par dérogation à l'article 2, 3° et à l'exception des travaux prescrits dans le premier bouquet visé au paragraphe 1^{er}, 1°, une partie des travaux relatifs à un même objet peut être reportée au bouquet directement subséquent pour raisons techniques dûment motivées, dans le respect de l'article 2, 2°.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juin 2019.

Namur, le 27 mai 2019.

J.-L. CRUCKE

V. DE BUE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/203626]

27. MAI 2019 — Ministerieller Erlass zur Bestimmung der Hierarchisierungsgrundsätze der Arbeitspakete in dem Audit einer Wohnung

Die Minister für Energie und für Wohnungswesen,

Aufgrund des Programmdekrets vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen regionale Steuern, Finanzen und Schuld, Organisation der Energiemärkte, Umwelt, Landwirtschaft, lokale- und untergeordnete Behörden, Erbe und Wohnungswesen und öffentlicher Dienst, Artikel 36*bis*;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019 über das Audit einer Wohnung, Artikel 1, Absatz 2;

Aufgrund der am 25. April 2019 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 24. Mai 2019 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2^o des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 17. Mai 2019;

Aufgrund des am 25. April 2019 beim Staatsrat in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat eingereichten Antrags auf Begutachtung innerhalb einer Frist von dreißig Tagen;

In Erwägung der fehlenden Abgabe dieses Gutachtens binnen derselben Frist;

Aufgrund des Artikels 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat,

Beschließen:

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Netto-Energiebedarf: die Energie, die Heiz- oder Kühlsysteme innerhalb der beheizten Räume bereitstellen müssen, um eine definierte Raumtemperatur aufrechtzuerhalten, wobei Wärmeverluste durch Wärmedurchgang und Belüftung sowie solare und interne Gewinne berücksichtigt werden;

2° das Niveau K: der Gesamtwärmeisolationwert, der gemäß der Regelung berechnet wird, die zum Zeitpunkt der Empfangsbestätigung des letzten Antrags auf Städtebaugenehmigung gilt; in Ermangelung einer zu diesem Zeitpunkt bestehenden Regelung wird das Niveau K gemäß der Regelung berechnet, die zwölf Monate vor dem Datum der Endrechnung gilt;

3° die Systeme: die Wärmeerzeugungs-, Warmwasserbereitungs- und hygienische Lüftungssysteme.

4° der Prämienerlass: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019 zur Einführung eines Prämiensystems zur Durchführung eines Audits, seiner Berichte über die Überwachung der Arbeiten und der Investitionen zur Energieeinsparung und zur Renovierung einer Wohnung.

Art. 2 - Während der Durchführung des Audits erstellt und priorisiert der Auditor die Arbeitspakete gemäß den folgenden Zielen:

1° maximale Gesamtenergieeffizienz im Hinblick auf die technische Machbarkeit der Arbeiten;

2° Gesamtkohärenz der Renovierung der Wohnung oder der zukünftigen Wohnung im Hinblick auf den Fortschritt bei der Durchführung der Arbeiten;

3° Gruppierung im Rahmen desselben Arbeitspakets von Arbeiten im Zusammenhang mit der Renovierung und Verbesserung der Energieeffizienz der Wohnung oder der zukünftigen Wohnung, die den gleichen Zweck erfüllen, um den Anforderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden zu entsprechen.

Art. 3 - § 1. In Anwendung von Artikel 5 § 1 Absatz 1, Ziffer 5° des Erlasses der wallonischen Regierung vom 4. April 2019 über das Audit einer Wohnung werden die Arbeitspakete vom Auditor nach folgendem Inhalt und folgender Hierarchie festgelegt:

1° der erste Arbeitspaket hat mindestens die folgende Zusammensetzung:

a) die obligatorischen Arbeiten zur Erfüllung der Anforderungen gemäß Artikel 3 § 1 und 3 des ministeriellen Erlasses vom 27. Mai 2019 zur Durchführung des "Prämienerlasses", wenn:

(1) der Eigentümer nicht imstande ist, die Konformitätsbescheinigungen für die Gasanlage gemäß den geltenden Regelungen vorzulegen;

(2) der Eigentümer nicht imstande ist, die Konformitätsbescheinigungen für die Stromanlage gemäß den geltenden Regelungen vorzulegen;

(3) eine nachgewiesene oder stark vermutete Verseuchung durch Hausschwamm oder andere Pilze mit ähnlicher Wirkung vorliegt;

(4) ein erheblicher Mangel in Zusammenhang mit dem Verkehr auf den Fußböden vorliegt;

(5) ein erheblicher Stabilitätsmangel vorliegt;

(6) ein erheblicher Mangel durch Eindringen von Wasser im Dach vorliegt.

b) Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz im Zusammenhang mit den unter Buchstabe a) genannten Arbeiten, wenn ihre gleichzeitige Ausführung dem Artikel 2 entspricht.

2° unbeschadet des Artikels 2 werden die anderen Empfehlungspakete in der folgenden Reihenfolge eingeordnet:

a) wenn sie erhebliche Dichtigkeitsmängel betreffen, die in den Ziffern 4 und 9 des Anhangs des Prämienerlasses genannten Arbeiten, die nicht erforderlich sind, um den Anforderungen gemäß Artikel 3, § 1 und 3 des ministeriellen Erlasses vom 24. Mai 2019 zur Durchführung des Prämienerlasses zu genügen;

b) die Arbeiten, die eine Reduzierung des Nettoenergiebedarfs zum Zweck haben;

c) die Arbeiten zur Erfüllung der Anforderungen bezüglich der hygienischen Lüftung des Anhangs C2 und gegebenenfalls des Anhangs C3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Durchführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. November 2013 über die Gesamtenergieeffizienz von Gebäuden, spätestens wenn die Wohnung oder die zukünftige Wohnung einen Gesamtwärmeisolationswert K von weniger als oder gleich 45 erreicht;

d) die Arbeiten zur Verbesserung der Leistung der Systeme;

e) die Arbeiten zur Nutzung erneuerbarer Energien;

f) die Renovierungsarbeiten zur Behebung anderer als der in den Ziffern 1°, a) und 2°, a) genannten Mängel, wenn diese nicht gleichzeitig mit Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz behandelt wurden.

In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 1° kann der erste Arbeitspaket erforderlichenfalls durch Arbeiten ergänzt werden, die der in Absatz 1 Ziffer 2 genannten Reihenfolge entsprechen.

§ 2. In Abweichung von Absatz 1 Ziffer 1 a) und unbeschadet des Artikels 2 können, wenn zum Zeitpunkt der Registrierung des Auditberichts durch den Auditor die Wohnung nicht besetzt ist, die Arbeiten, die zur Erfüllung der Anforderungen gemäß Artikel 3 § 1 Ziffer 1 und 2 des ministeriellen Erlasses vom 24. Mai 2019 zur Durchführung des Prämienerlasses erforderlich sind, in ein späteres Paket aufgenommen werden.

In Abweichung von Absatz 1 Ziffer 2 d) können die in den Ziffern 13° und 14° des Anhangs des Prämienerlasses genannten Arbeiten in ein späteres Paket empfohlen werden.

In Abweichung von Artikel 2 Ziffer 3° und mit Ausnahme der in dem ersten in § 1 Ziffer 1° genannten Paket kann ein Teil der Arbeiten mit demselben Gegenstand aus hinreichend begründeten technischen Gründen auf das unmittelbar folgende Arbeitspaket unter Beachtung von Artikel 2 Ziffer 2° verschoben werden.

Art. 4 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Juni 2019 in Kraft.

Namur, den 27. Mai 2019

J.-L. CRUCKE

V. DE BUE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/203626]

27 MEI 2019. — Ministerieel besluit tot vaststelling van de hiërarchiseringsprincipes van de werkenpakken in een audit van een woning

De Minister van Energie en de Minister van Huisvesting,

Gelet op het programmadecreet van 18 december 2003 houdende verschillende maatregelen inzake gewestelijke fiscaliteit, thesaurie en schuld, organisatie van de energiemarkten, leefmilieu, landbouw, plaatselijke en ondergeschikte besturen, erfgoed, huisvesting en ambtenarenzaken, inzonderheid op artikel 36bis;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 betreffende de audit van een woning, inzonderheid op artikel 5, § 1, tweede lid;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 25 april 2019;

Gelet op het advies van de Minister van Begroting, gegeven op 24 mei 2019;

Gelet op het rapport van 17 mei 2019, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2^o, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op de aanvraag om adviesverlening binnen een termijn van 30 dagen, gericht aan de Raad van State op 25 april 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Besluiten :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1^o netto energiebehoefte: de energie die de verwarmings- of koelsystemen in verwarmde ruimten moeten leveren om een bepaalde binnentemperatuur te handhaven, rekening houdend met warmteverliezen door transmissie en ventilatie, alsmede met zonne- en interne winsten;

2^o K-peil: het peil van de globale thermische isolatie berekend overeenkomstig de reglementering die van kracht was op de datum van het bericht van ontvangst van de laatste aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning; bij gebrek aan reglementering op die datum wordt het K-peil berekend volgens de reglementering die twaalf maanden voor de datum van de eindafrekening van kracht is;

3^o systemen: de systemen voor de productie van warmte, sanitair warm water en hygiënische ventilatie;

4^o premiebesluit: het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 tot invoering van een premiereregeling voor de uitvoering van een audit, van de rapporten over de opvolging van de werken ervan en van de investeringen tot bevordering van energiebesparing en van de renovatie van de woningen.

Art. 2. Tijdens de uitvoering van de audit stelt de auditeur de werkenpakketten samen en stelt hij de prioriteiten ervan vast door de volgende doelstellingen na te streven:

1^o een maximale totale energieprestatie ten opzichte van de technische haalbaarheid van de werken;

2^o een algemene samenhang van de renovatie van de woning of van de woning in wording met betrekking tot de voortgang van de uitvoering van de werken;

3^o het groeperen, binnen hetzelfde werkenpakket, van werken met betrekking tot de renovatie en verbetering van de energieprestatie van de woning of van de woning in wording die hetzelfde doel hebben om te voldoen aan de vereisten zoals bepaald in het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 ter uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestaties van gebouwen.

Art. 3. § 1. Overeenkomstig artikel 5, § 1, eerste lid, 5^o, van het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 betreffende de audit van een woning worden de werkenpakketten door de auditeur vastgesteld met inachtneming van de inhoud en de volgende hiërarchie:

1^o het eerste werkenpakket bestaat minstens uit:

a) de verplichte werken om te voldoen aan de eisen bedoeld in artikel 3, § 1 en 3, van het ministerieel besluit van 27 mei 2019 tot uitvoering van het premiebesluit wanneer:

(1) de eigenaar niet in staat is de conformiteitsattesten van de gasinstallatie overeenkomstig de vigerende reglementeringen over te leggen;

(2) de eigenaar niet in staat is de conformiteitsattesten van de elektrische installatie overeenkomstig de vigerende reglementeringen over te leggen;

(3) er aantoonbare of sterk vermoede verontreiniging door de huiszwam of andere schimmel met soortgelijke effecten aanwezig is;

(4) er sprake is van een zwaar gebrek in verband met de doorgangsmogelijkheden op de vloer;

(5) er sprake is van een zwaar stabiliteitsgebrek;

(6) er een zware waterlekage in het dak is.

b) werken ter verbetering van de energieprestatie die verband houden met de onder a) bedoelde werken, indien de gelijktijdige uitvoering ervan in overeenstemming is met artikel 2.

2^o onverminderd artikel 2 worden de andere pakketten van aanbevelingen hiërarchisch ingedeeld in de volgende volgorde:

a) wanneer ze grote waterdichtheidsgebreken betreffen, de werken bedoeld in 4^o en 9^o van de bijlage bij het premiebesluit, die niet noodzakelijk zijn om te voldoen aan de eisen bedoeld in artikel 3, § 1 en 3 van het ministerieel besluit van 24 mei 2019 tot uitvoering van het premiebesluit;

b) de werken die gericht zijn op de vermindering van de netto-energiebehoefte;

c) de werken die de naleving beogen van de voorschriften inzake hygiënische ventilatie van bijlage C2 en, indien van toepassing, van bijlage C3 bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 ter uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestaties van gebouwen, en dit, uiterlijk wanneer de woning of de woning in wording een totaal warmte-isolatie-niveau K van ten hoogste vijfenveertig bereikt;

d) werken ter verbetering van de prestatie van de systemen;

e) werken die gericht zijn op het gebruik van hernieuwbare energieën;

f) de werken betreffende de renovatie die dienen om de andere dan de in de punten 1, onder a), en 2, onder a), bedoelde gebreken te verhelpen wanneer ze niet samen met werken ter verbetering van de energieprestaties zijn uitgevoerd.

Met betrekking tot het eerste lid, 1^o, kan het eerste werkenpakket in voorkomend geval worden aangevuld met werken die voldoen aan de volgorde bedoeld in het eerste lid, 2^o.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1, 1^o, a) en onverminderd artikel 2 kunnen de werken die nodig zijn om te voldoen aan de eisen bedoeld in artikel 3, § 1, 1^o en 2^o, van het ministerieel besluit van 24 mei 2019 tot uitvoering van het premiebesluit, in een later pakket worden opgenomen, wanneer de woning niet bewoond is op de dag van de registratie van het controleverslag door de auditeur.

In afwijking van paragraaf 1, 2^o, d), kunnen de werken bedoeld in 13^o en 14^o van de bijlage bij het premiebesluit in een vorig pakket worden aanbevolen.

In afwijking van artikel 2, 3^o, en met uitzondering van de werken voorgeschreven in het eerste pakket bedoeld in paragraaf 1, 1^o, kan een deel van de werken met betrekking tot hetzelfde doel om behoorlijk gemotiveerde technische redenen worden uitgesteld tot het direct daaropvolgende pakket, overeenkomstig artikel 2, 2^o.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 juni 2019.

Namen, 27 mei 2019.

J.-L. CRUCKE

V. DE BUE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/203627]

27 MAI 2019. — Arrêté ministériel définissant les différentes catégories d'audit visées à l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 relatif à l'audit logement

Les Ministres de l'Energie et du Logement,

Vu le décret-programme du 18 décembre 2003 portant diverses mesures en matière de fiscalité régionale, de trésorerie et de dette, d'organisation des marchés de l'énergie, d'environnement, d'agriculture, de pouvoirs locaux et de subordonnés, de patrimoine et de logement et de Fonction publique, l'article 36bis;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 relatif à l'audit logement, les articles 4 et 15, § 5;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 25 avril 2019;

Vu l'avis du Ministre du Budget, donné le 24 mai 2019;

Vu le rapport du 17 mai 2019 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours adressée au Conseil d'Etat le 25 avril 2019 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrêtent :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par « arrêté », l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 relatif à l'audit logement.

Art. 2. § 1^{er}. L'audit d'un logement ou d'un logement en devenir dont chacune des installations principales de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire est individuelle, au plus tard à l'issue des travaux, est dénommé « audit de type 1 ».

§ 2. Les améliorations visées à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o et 3^o, de l'arrêté sont basées sur la situation du logement visée à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, de l'arrêté et portent sur les éléments suivants :

1^o les éléments composant le volume protégé, le cas échéant, en tenant compte des projets de modifications du volume protégé envisagés par le demandeur;

2^o les éléments hors du volume protégé pouvant avoir un impact sur le volume protégé, le cas échéant, en tenant compte des projets de modifications du volume protégé envisagés par le demandeur.

§ 3. L'auditeur importe, pour réaliser l'évaluation de la situation existante visée à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, de l'arrêté, les données d'un certificat établi au préalable, lorsqu'il dispose d'une copie du certificat ou de ses références.

Lorsque le logement est une maison unifamiliale ou un appartement et lorsque les éventuelles installations photovoltaïques et de ventilation hygiénique sont individuelles, l'auditeur établit le certificat du logement puis utilise ce certificat pour réaliser l'évaluation visée à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, de l'arrêté.

Le rapport d'audit de type 1 contient, le cas échéant, la référence du certificat visé à l'alinéa 1^{er}.

Lorsqu'il s'agit d'un logement en devenir, l'auditeur réalise directement l'évaluation visée à l'article 5, § 1^{er}, 1^o, de l'arrêté.

Art. 3. § 1^{er}. L'audit d'un logement ou d'un logement en devenir dont les installations principales de chauffage ou de production d'eau chaude sanitaire sont collectives, au plus tard à l'issue des travaux, est dénommé « audit de type 2 ».